

## Analyse: Les réfugiés palestiniens de Syrie se sentent abandonnés

RAMTHA/BEIRUT/DUBAI, 3 September 2012 (IRIN) - En Jordanie et au Liban, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) a enregistré près de 5 000 réfugiés palestiniens ayant fui le conflit qui secoue la Syrie depuis 17 mois. Les deux pays accueillent déjà une importante population de réfugiés palestiniens et les nouveaux arrivants sont devenus un enjeu politique. Les Palestiniens, quant à eux, se sentent victimes d'injustice.

« C'est difficile de vivre comme un prisonnier, surtout quand on voit d'autres personnes aller et venir alors qu'on est captif », a dit Samir, un Palestinien, dans un centre de rétention appelé Cyber City, à 90 km au nord de la capitale jordanienne, Amman.

Quand Samir est arrivé en Jordanie il y a cinq mois, les réfugiés syriens sans visa pouvaient aller et venir librement et travailler dans le pays sur présentation de l'attestation d'un garant jordanien, alors que les Palestiniens, dont beaucoup ont pourtant de la famille en Jordanie, n'avaient pas le droit de quitter le camp pour rendre visite à des proches ou rester chez eux. Ce mois-ci, le gouvernement jordanien a abrogé le système de parrainage pour les réfugiés syriens.

La femme de Samir, Hanah, aurait pu quitter le camp, car elle est syrienne. « Pouvez-vous imaginer une telle discrimination ? » a-t-elle demandé à IRIN. « Je ne les laisserai pas. »

Les Palestiniens ont dit qu'ils n'avaient pas le droit de s'éloigner à plus de 30 m de l'établissement. Le camp se trouve à 12 km du centre de Ramtha et n'est pas desservi par les transports en commun.

Selon l'UNRWA, seulement 185 Palestiniens n'ayant pas de visa – soit parce qu'ils ont traversé clandestinement la frontière, soit parce qu'ils ont laissé leurs papiers derrière eux – ont été conduits à Cyber City, tandis que 770 autres vivent en dehors du camp. Des réfugiés du centre de rétention interrogés par IRIN ont dit que les Palestiniens qui n'avaient pas la nationalité syrienne ou jordanienne y avaient été envoyés.

Des Palestiniens de Cyber City ont dit à IRIN que des membres de leur famille qui essayaient de fuir avaient été refoulés à la frontière jordanienne. Ce phénomène a également été observé par Human Rights Watch.

En réaction à ces allégations, Samih Maaytah, ministre d'État pour les relations avec les médias et la communication, a dit à IRIN : « tout pays a le droit de protéger sa souveraineté. À un certain moment, nous avons interdit à des Syriens de venir en Jordanie par avion, par exemple, car nous avons le droit de vérifier qui entre dans le pays. Les droits souverains de la Jordanie ne devraient pas être remis en question. La Turquie a récemment dit qu'elle devait réguler le flux de Syriens qui passe ses frontières. Personne n'a donné d'explication ou remis en cause cette décision. »

La plupart des habitants du camp sont des Jordaniens d'origine palestinienne à qui la citoyenneté jordanienne a été retirée il y a plusieurs années dans une tentative de la Jordanie de décourager les transferts israéliens de Palestiniens de Cisjordanie vers la Jordanie.

« Je suis né en Jordanie, mais j'ai déménagé en Syrie avec ma famille. En 1995, ils nous ont retiré notre citoyenneté à mon frère et moi. Bien que ce soit mon pays, je ne peux pas me déplacer librement et je ne suis pas le seul dans ce cas », a dit Samir à IRIN en montrant son extrait de naissance jordanien.

« Qu'ils soient palestiniens ou non, ceux qui viennent et qui n'ont pas la nationalité jordanienne ou syrienne recevront ce qui relève des droits fondamentaux, mais la Jordanie n'a pas à leur accorder des avantages supplémentaires. Ces personnes sont venues en Jordanie à la recherche de sécurité et la Jordanie leur a donné [cette sécurité] », a dit M. Maaytah à IRIN.

Mais les craintes de la Jordanie sont peut-être plus profondes. Si, selon les estimations, les Palestiniens représentent plus de la moitié de la population jordanienne, le pouvoir de la dynastie hachémite dépend pourtant du soutien de tribus non palestiniennes. Depuis le « Septembre noir » de 1970, qui avait vu les forces jordaniennes et celles de l'Organisation de libération de la Palestine s'affronter pour le contrôle du royaume, la question du nombre de Palestiniens résidant en Jordanie est devenue taboue. Pendant la deuxième guerre du Golfe, de nombreux travailleurs palestiniens expatriés avaient fui vers la Jordanie. Le pays se trouve aujourd'hui dans une position similaire.

« La Jordanie a connu l'arrivée de 500 000 Palestiniens provenant du Koweït en 1992. Cela a changé le mode de fonctionnement de notre société. Dans un pays de seulement trois millions d'habitants, 500 000 réfugiés [c'est beaucoup] », a dit à IRIN, en mars dernier, un employé du gouvernement qui a préféré garder l'anonymat. « En tant que Jordaniens, nous nous inquiétons pour les intérêts de notre pays. »

## **Liban**

Le Liban connaît une situation similaire : le pays accueillait 455 000 Palestiniens avant la crise.

« Les Libanais ont affiché clairement qu'ils ne voulaient pas voir arriver plus d'un certain nombre de personnes », a dit à IRIN un haut responsable humanitaire sous couvert d'anonymat.

Quelque 4 000 Palestiniens se sont enregistrés auprès de l'UNRWA au Liban, dont une grande partie le mois dernier. Selon Roger Davies, vice-directeur de l'UNRWA au Liban, bien d'autres ne se sont peut-être pas enregistrés en raison de leur « vulnérabilité ».

Selon le journaliste palestino-syrien Nidal Bitari, la résistance à l'accueil de Palestiniens trouve son origine dans la guerre civile libanaise et les tensions qui opposent depuis longtemps le gouvernement libanais aux factions palestiniennes.

La plupart des Palestiniens qui ont fui la Syrie pour se réfugier au Liban se sont installés dans l'un des 12 camps de réfugiés palestiniens. Or, les camps de Beirut sont des bidonvilles surpeuplés. Les possibilités de trouver du travail et de partir étant limitées pour les Palestiniens, nombre de ces camps sont devenus des terrains fertiles pour l'extrémisme. La crainte de voir de nouveaux réfugiés être recrutés par des groupes armés palestiniens comme le Fatah al-Islam influence les décisions du gouvernement, estime M. Bitari.

## **Obligés de payer**

Officiellement, les frontières de la Jordanie et du Liban sont ouvertes à tous les réfugiés provenant de Syrie. Mais contrairement aux Syriens, qui peuvent entrer librement au Liban pour y rester jusqu'à six mois, les Palestiniens ne peuvent obtenir qu'une autorisation de séjour d'une semaine. Une fois ce permis arrivé à échéance, ils doivent payer 50 000 livres libanaises (33 dollars) par mois pour le renouveler.

« Il y a une distinction claire entre les Palestiniens de Syrie et les Syriens de Syrie », a dit M. Davies.

Pour certains Palestiniens, il est difficile de trouver l'argent nécessaire pour payer ces droits : « mon fils est arrivé le 18 juillet et il est toujours là [sans permis]. Où peut-on obtenir cet argent ? » a dit Umm al-Khayr, une femme de Damas âgée d'une soixantaine d'années et malade. « Pourquoi ne nous donnent-ils pas six mois, comme pour les Syriens ? »

La corruption est également un problème : « J'ai vu une Palestinienne à la frontière qui ne connaissait personne au Liban et elle a été obligée de payer 300 dollars de pots-de-vin, soit 40 dollars par enfant », a dit Darim, un adolescent de Damas. Les Palestiniens qui veulent quitter la Syrie doivent toujours demander l'autorisation du gouvernement syrien. Selon l'UNRWA, la procédure a été facilitée, mais Rawan Nassar, une employée d'une

organisation non gouvernementale (ONG) a dit à IRIN que des personnes avaient dû verser d'importantes sommes d'argent pour obtenir l'autorisation des autorités syriennes ou avaient dû accorder des faveurs sexuelles à des agents chargés du contrôle des frontières.

Selon des sources palestiniennes proches du Fatah, le président palestinien Mahmud Abbas devrait bientôt effectuer une visite au Liban pour négocier de meilleures conditions avec le gouvernement.

### **Des camps coûteux et exigus**

Au Liban, les mauvaises conditions de vie dans les camps affectent les Palestiniens. Pourtant, même dans ces camps, les loyers restent élevés. Les réfugiés se plaignent de payer 200 dollars pour des chambres dans un état déplorable. « À Sabra, il y a une autre famille de 12 personnes et ils dorment tous dans une seule pièce sans aucun matelas », a dit Abu Ahmad, un vieil homme portant les marques de la brutalité des services de renseignement syrien : dents cassées et blessures par balles sur les bras.

Le camp jordanien de Cyber City, qu'IRIN a visité, accueille environ 400 réfugiés palestiniens et syriens.

Des chambres séparées sont attribuées aux familles. Les personnes seules, par contre, doivent cohabiter avec d'autres. « La pièce est trop petite pour une famille. Ça me met mal à l'aise d'aller aux toilettes avec autant d'hommes inconnus autour. Nous sommes près de 40 personnes dans cette pièce », a dit Hanah.

Les réfugiés, qui doivent partager leur cuisine et leur salle de bain avec 30 à 40 autres personnes, déplorent les mauvaises conditions d'hygiène du camp.

« Ça sent mauvais ici. Certains matelas étaient infestés de punaises. Des personnes ont eu des poux et des infections de la peau », a dit Hanah.

### **Trahis ?**

De nombreux Palestiniens se sentent trahis et incriminent le gouvernement et les organisations humanitaires. Alors que les réfugiés syriens reçoivent de l'aide du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), les Palestiniens relèvent quant à eux du mandat de l'UNRWA, qui dispose d'un budget plus limité.

« Les agences des Nations Unies nous ont tourné le dos », a dit un réfugié en Jordanie qui n'a pas voulu donner son nom. Les réfugiés au Liban racontaient des histoires similaires : « Une femme enceinte de sept mois est arrivée il y a deux semaines avec ses quatre enfants et, pour l'instant, elle n'a rien reçu de l'UNRWA, » a dit Umm Ahmad, la mère de Darim.

Le bureau de l'UNRWA en Jordanie a dit à IRIN que, bien que les fonds soient limités, l'agence prenait en compte « tous les réfugiés palestiniens enregistrés auprès [d'elle]. Ceux qui vivent dans l'une des cinq zones d'intervention de l'agence ont droit à ses services. »

L'UNRWA fournit des soins de santé primaires gratuits, mais dispose de moyens supplémentaires limités pour les nouveaux réfugiés. Le fardeau additionnel que pourraient représenter les enfants de réfugiés pour le système d'enseignement de l'UNRWA est particulièrement inquiétant. L'UNRWA a lancé un appel aux bailleurs de fonds afin de réunir 27,4 millions de dollars supplémentaires pour son plan régional consolidé, mais n'a pour l'instant reçu que 4,71 millions de dollars.

« Nous ne savons pas ce qui va nous arriver à l'avenir », a dit un réfugié. « Des gens viennent nous prendre en photo et nous parler, mais ils finissent tous par partir. »

aa/ag/kb/ha/cb